



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 1927

Texte de la question

DETTE PUBLIQUE, CROISSANCE ET EMPLOI

M. le président. La parole est à M. Michel Bouvard, pour le groupe de l'UMP.

M. Michel Bouvard. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie et des finances, à qui notre groupe souhaite de réussir dans sa mission difficile, ainsi que, je crois, l'ensemble des membres de la commission des finances, car personne ne peut souhaiter un échec qui serait celui du pays,.

Monsieur le ministre, vous prenez vos fonctions au lendemain de l'annonce par l'INSEE de l'accroissement de la dette publique, une dette alimentée par trente ans de déficit budgétaire, qui s'élève à 1 066 milliards d'euros. Au lendemain aussi de la remise du rapport de la Cour des comptes. Quelles sont vos intentions pour accélérer les réformes des structures de l'État et pour limiter ses déficits ?

M. Jean-Paul Anciaux. Très bonne question !

M. Michel Bouvard. Vous arrivez également au moment où un certain nombre d'entreprises françaises dégagent des résultats, ce qui est heureux car quand il n'y a pas de résultats, il n'y a rien à redistribuer. Quelle action le Gouvernement et vous-même entendez-vous entreprendre pour mieux répartir les fruits de la croissance...

M. Jean-Paul Anciaux. Très bien !

M. Michel Bouvard. ...au profit des actionnaires, mais également de l'investissement, de la recherche et du pouvoir d'achat des salariés, tous facteurs qui alimentent la croissance et l'emploi ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, à qui je souhaite également la bienvenue dans l'hémicycle. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. Thierry Breton, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, je ne m'appesantirai pas sur les conditions de ma nomination. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) Vendredi soir, sur proposition du Premier ministre, j'étais nommé ministre de l'économie et des finances. C'est un honneur pour moi que de servir ce gouvernement sous l'autorité de Jean-Pierre Raffarin. Lundi matin, j'étais au travail avec l'équipe de mon prédécesseur, car il n'y a pas une seconde à perdre pour l'économie de notre pays. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean Glavany. Trois ans de perdus alors !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. En 1980, monsieur Bouvard, la dette de l'État s'élevait à 90 milliards d'euros ; cette année, elle atteint 1 066 milliards. Voilà l'héritage qui est le nôtre ! (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Mme Martine David. Non, le vôtre !

M. le président. Je vous en prie, calmez-vous !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Je serai donc intraitable sur la dépense publique, de façon à pouvoir libérer des marges de manoeuvre en faveur de l'emploi, du pouvoir d'achat des Français, de la croissance et de l'innovation. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Avec l'ensemble de mes collègues du Gouvernement et l'ensemble des agents de mon département ministériel, je veux aider la France à retrouver confiance. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - " Ah ! " sur les bancs du groupe socialiste.*) Pour cela, il faut disposer de paramètres clairs. Je m'engage à vous les faire connaître, comme je m'engage à vous rendre compte des progrès de notre économie, de l'emploi - je rencontre dès demain Jean-Louis Borloo - et du pouvoir d'achat. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Vous avez fait allusion, monsieur le député, aux profits des entreprises. Je suis un fervent adepte de la participation. C'est l'un des moyens de résoudre les problèmes, dans l'intérêt de notre pays. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. Calmez-vous, monsieur Bataille, et vous aussi, monsieur Anciaux !

Données clés

Auteur : [M. Michel Bouvard](#)

Circonscription : Savoie (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1927

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 mars 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 mars 2005